

Les élus ont droit à leur diplôme

CERTIFICATION • Depuis le début 2014, les membres des exécutifs communaux peuvent faire valider leurs compétences. Une initiative inédite due à l'Association suisse des cadres (ASC).



Les élus de Bussy font partie des 4000 conseillers communaux qui pourraient faire valider leurs acquis par l'ASC. ALAIN WICHT-A

FRANCIS GRANGET

«Nouveau en Suisse: certificat pour les membres des exécutifs communaux.» Parue ce printemps dans des revues spécialisées, cette annonce de l'Association suisse des cadres (ASC) avait de quoi interpeller. Tiens, une formation a-t-elle été mise en place pour leur apprendre à siéger? «Non, en fait il s'agit de la reconnaissance et de la validation par une organisation professionnelle des acquis et des expériences en matière de gestion communale», corrige Bernard Briguet.

Le directeur romand de l'ASC est à l'origine de cette démarche inédite qui a récemment été exposée, par courrier, à toutes les communes romandes. Les premiers échos sont positifs: «C'est une excellente idée. Les validations sont nombreuses par rapport à la formation continue mais inexistantes pour un mandat politique dans lequel on touche à beaucoup de domaines, du social au technique en passant par les finances. Où on doit apprendre encore le consensus et la gestion d'une équipe», a ainsi déclaré l'élusier Mario Rossi au «Nouveliste», juste après avoir pris connaissance du projet.

Lui-même ancien conseiller municipal à Sierre et ancien député au Grand Conseil valaisan, Bernard Briguet songeait depuis un bout de temps à mettre en place un tel concept: «Jusqu'ici, les fonctions politiques exercées dans nos villes et nos villages n'étaient pas reconnues à leur juste valeur. Trop souvent dans son CV, un élu ne mentionne encore que deux mots sous la rubrique divers: conseiller communal, explique-t-il. En vigueur depuis le début de l'année 2014, la nouvelle validation comble donc une lacune.» Une telle certification avait déjà été mise en place il y a cinq ans pour les officiers de l'armée suisse (lire ci-dessous).

Compétences-clés

«Quelle que soit la taille de sa commune, chaque membre d'un exécutif - il y en a 4000 en Suisse romande sans compter les anciens élus - acquiert des compétences-clés de par la diversité des tâches auxquelles il est confronté pour mener à bien son dicastère», poursuit Bernard Briguet. En vrac: un élu doit apprendre à négocier et à collaborer à l'interne comme à l'externe, à gérer des projets, à les défendre en public, à animer

des séances, à gérer son stress, à cultiver son esprit de synthèse ou à affiner son sens de l'organisation pour coordonner vie professionnelle, politique ou familiale.



«Ce certificat peut être utile pour le marché du travail»

BERNARD BRIGUET

«Pour un conseiller qui consacre entre 10 et 15 heures par semaine, parfois plus, cela représente au moins 2000 heures par législature. Alors que certains brevets en leadership se décrochent en 40 jours, une telle expérience mérite une reconnaissance digne de ce nom», insiste le directeur romand de l'ASC. Pour briguer ce nouveau certificat, un élu doit d'abord pouvoir attester qu'il est en fonction depuis au minimum deux ans, qu'il n'a aucune condamnation dans son casier judiciaire et aucune poursuite en cours. Après avoir procédé à son autoévaluation par le biais d'un questionnaire où il estimera son degré de compétences et de

connaissances dans dix domaines-clés, le demandeur sera auditionné pendant une heure par un conseil d'experts qui vérifiera les compétences acquises dans le cadre de sa fonction.

Selon Bernard Briguet, cette validation d'un coût de 650 francs (pour les non-membres de l'ASC) est un atout à plus d'un titre. «Pour les élus, notamment pour les femmes qui auraient eu une coupure professionnelle, ce certificat peut être une pièce utile pour mieux se positionner sur le marché du travail. Dans les entreprises, il devrait permettre aux RH de mieux décoder les compétences acquises par un postulant en tant que membre d'un exécutif. Enfin, en mettant en valeur le travail politique à l'échelon communal, ce certificat peut aider les partis dans la recherche de candidats en vue des élections», énumère Bernard Briguet.

Président national du PDC, le Valaisan Christophe Darbellay suit ce projet de près. Et il n'exclut pas d'apporter un soutien (encore à définir) à cette cause qui lui paraît légitime: «Une meilleure re-

connaissance de l'engagement politique, public ou associatif, indispensable à la bonne marche de la Suisse et au bien-être de tous, pourrait inciter de nouvelles vocations, note-t-il. Ces tâches sont passionnantes, souvent complexes, elles méritent d'être reconnues au même titre qu'une expérience professionnelle. Si l'on ne fait rien, le problème touchera un jour ou l'autre les élus cantonaux, voire fédéraux.»

Initiative commerciale?

Contacté via courriel par Bernard Briguet, le chef de file des socialistes suisses Christian Levrat a quant à lui informé toutes ses sections de cette possibilité de validation. Sans prendre officiellement position sur cette initiative qu'il juge privée, voire commerciale. «A mon avis, ce n'est pas la perspective de ce document qui nous aidera à convaincre quelqu'un qu'il a les capacités (et le temps) de se consacrer à des tâches communales, commente-t-il. Mais nous sommes favorables à une validation officielle des acquis des élus. Il s'agit pour moi de faciliter les ponts entre la vie professionnelle et la vie politique, dans un sens comme dans l'autre.» I

REPÈRES

Le certificat ASC prend en compte 10 compétences-clés:

- > Techniques de négociation
- > Gestion de projets/capacité d'analyse
- > Capacité de travail en équipe/leadership
- > Culture du feed-back
- > Animation de séances
- > Dynamique de groupe
- > Gestion du stress
- > Capacité de s'exprimer en public
- > Esprit de synthèse
- > Sens de l'organisation et des responsabilités

Informations et inscriptions
> www.cadres.ch

EFFICIENCE ÉNERGÉTIQUE

Une nouvelle formation pour les industriels

CHARLY VEUTHEY

Les entreprises sont sous pression dans le domaine énergétique. La politique 2050 de la Confédération pousse tous les acteurs de la société à réduire la voilure et les industriels s'attendent à des hausses des coûts de l'énergie. Ils ont donc conscience de la nécessité d'optimiser leur consommation. «On est à l'aube de cette réflexion en Suisse. Nous ne sommes vraiment pas en avance. Beaucoup d'entreprises s'interrogent, sans avoir de vision globale», explique Richard Pasquier, chargé de cours à l'Ecole d'ingénieurs et d'architectes de Fribourg (EIA-FR).

Il est le coordinateur du nouveau CAS (Certificate of Advanced Studies) proposé dès octobre par l'EIA-FR pour permettre aux industriels de développer une vision globale des possibilités d'optimisation énergétique. La formation a pour but d'offrir aux participants des outils pertinents et efficaces pour cibler les actions nécessaires et de leur permettre de planifier leurs investissements, en tenant compte des meilleures options. Le CAS renforcera aussi les compétences personnelles des participants, afin qu'ils soient en mesure de convaincre au sein de leur organisation.

Ils tireront un bénéfice direct de la formation: 50% des travaux réalisés porteront sur leur propre entreprise. «Les étudiants de ce CAS, explique Richard Pasquier, feront un audit de leurs installations. Les résultats obtenus seront donc directement utilisables. Ils deviendront des experts en optimisation énergétique.» Pour les Fribourgeoises et les Fribourgeois, ces bénéfices seront d'autant plus évidents que le canton, fidèle à sa vision «cleantech», financera cette formation, qui coûte 6000 francs pour 15 jours de cours. I

> Contact: richard.pasquier@hefr.ch

EN BREF

UN 1^{er} CHAMPIONNAT SUISSE DES MÉTIERS

COMPÉTITION Le 1^{er} championnat suisse des métiers ouvrira ses portes le 17 septembre 2014. Aux SwissSkills Berne 2014, 130 métiers auront leur stand et 70 d'entre eux participeront au championnat. Des visites guidées thématiques sont proposées et peuvent être réservées dès maintenant. LIB
> www.swisskillsbern2014.ch

UNE RÉCOMPENSE POUR LES MEILLEURES IDÉES

ENTREPRENEURS Un capital de départ pour les jeunes entrepreneurs qui innove: AXA Winterthur, Axpo, Startups.ch et PostFinance récompensent les quatre meilleures idées entrepreneuriales de Suisse en offrant à chacune 50 000 francs. Dernier délai d'inscription: le 30 juin. Les vainqueurs recevront leur récompense lors de la soirée des Swiss Startups Awards 2014, qui a lieu le 30 octobre. LIB

UN PRÉCÉDENT AVEC LES OFFICIERS DE L'ARMÉE

Fondée en 1893, l'Association suisse des cadres compte plus de 12 000 membres dans le pays, dont 1800 en Suisse romande, pour lesquels elle joue le rôle de plateforme de rencontres et d'échanges. Se définissant comme «le réseau des cadres et de ceux qui veulent le devenir», l'ASC est active sur plusieurs fronts: le conseil et la protection juridiques, le conseil en carrière et l'aide au placement ou encore la formation continue.

En matière de validation des acquis, elle n'en est pas à son coup d'essai. «Ce certificat pour les élus communaux est une suite logique de ce que l'on a déjà réalisé au

sein de l'armée. Comme pour un mandat politique, beaucoup de gens - dont des responsables RH - ignorent en effet ce que cela représente de mener une compagnie, ce que ce vécu peut apporter», précise le directeur romand Bernard Briguet, dans ses bureaux lausannois du boulevard de Grancy.

Depuis 2009, l'association y valide les compétences et les expériences des officiers suisses. Depuis 2009, ils sont près de 500 à avoir bénéficié d'un tel diplôme de conduite et de gestion (trois niveaux de reconnaissance selon les grades). Développée en Suisse romande, la validation a

été étendue l'an passé à tout le pays. Aujourd'hui, les sous-officiers rêvent également d'une telle reconnaissance.

En 2012, l'ASC a lancé une validation des cadres de la police à l'Académie de Savatan. En partenariat avec le CPI, à Fribourg, une validation de l'expérience de la conduite en entreprise a aussi été mise sur pied sur trois niveaux: chef d'équipe, cadre, cadre supérieur. Et, selon Bernard Briguet, ce n'est pas fini: «Les cadres des pompiers ou du CICR, voire d'autres activités dans le sport ou encore la culture, mériteraient une telle reconnaissance des acquis.» FG